



Sidérurgie – La famille Mittal profite de la crise sanitaire pour poursuivre, en France, le démantèlement des actifs sidérurgiques et des emplois.

Depuis le début de cette crise sanitaire, les annonces de restructurations tombent dans le groupe ArcelorMittal :

- Fos sur Mer : arrêt total de la production prévu pour la fin du mois de juin. La fermeture totale du site est annoncée comme temporaire mais à ce jour nous ne connaissons pas les conditions précises de redémarrage, la raison invoquée de cette fermeture serait l'assèchement total du carnet de commandes. 2500 emplois directs sont en jeu.
- Florange : annonce de la fermeture de la cokerie (transformation charbon), impactant 170 emplois directs.
- Montataire (Oise) et Mouzon (Moselle) : mise « sous cocon » d'une ligne de galvanisation (revêtement zinc pour marchés auto ou industrie).

Ajoutons à cela la volonté du groupe, annoncée avant la crise sanitaire, de se désengager de sa branche « construction » : Plus de 1000 emplois directs en France (sites de Contrisson, Hainville, ...)

Il est très clair que le groupe, comme à son habitude, profite d'une situation de crise pour poursuivre sa propre feuille de route, à savoir la délocalisation progressive de la sidérurgie française et européenne.

Ceci tout en imposant, dans le contexte actuel, à un grand nombre de salariés de poursuivre l'activité pour des productions non vitales dans de nombreux sites, en les exposant donc aux risques de contagion, tout en monopolisant des équipements de protection qui manquent aux personnels de santé et aux personnels des fonctions vitales. « Entreprise citoyenne » diront-ils encore !!!

La CGT a déjà interpellé, avant cette crise, le ministre de l'Economie sur la stratégie du groupe, à partir de constats de sous investissements évidents dans le pays.

A l'heure où les politiques publiques et les politiques industrielles sont remises en cause, et où l'on évoque de fait la question de reprise de contrôle par l'Etat, y compris via des nationalisations, la CGT pose à nouveau cet état d'urgence dans la sidérurgie.

Il s'agit non seulement de consolider les actifs et emplois d'un groupe tel ArcelorMittal, mais aussi de sécuriser dans le pays bon nombre d'entreprises telles British Steel St Saulve et Hayange, Aperam (branche inox détenue par la famille Mittal), Ascométal, Aubert & Duval, Tata Steel, Thyssen Krupp Steel, ...

Il s'agit aussi de relancer nos capacités de production pour répondre aux besoins actuels et futurs d'acier, dans un esprit de relocalisation, de respect de l'environnement, de maîtrise et de souveraineté nationale : autant de questions clés qui surgissent de cette crise sanitaire. C'est en ce sens que nous revendiquons notamment la relance de production d'acier en Moselle.

La CGT adresse une lettre ouverte aux responsables politiques en territoires et au niveau national, pour leur demander d'intervenir au plus haut niveau, afin d'exiger une reprise en main publique de la sidérurgie, pilier de notre industrie.

Notre fédération a de nouveau alerté Bruno Le Maire sur le sujet le 26 février dernier.

Montreuil, le 16 avril 2020